

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je pense que la question qui est soulevée par mon collègue, en terme d'environnement, mérite d'être largement approfondie. Ce que nous disons, ce que nous avons dit, ce que nous allons répéter au conseil d'administration de la société, d'abord, et aux Canadiens en général, est que nous ne pouvons plus nous permettre d'investir 650 millions de dollars par année pour un mode de transport qui est utilisé par 3 à 5 p. 100 de la population. Nous devons faire en sorte que les moyens de transport que les Canadiens doivent utiliser soient supportés dans le gouvernement par un cadre financier que nous pouvons payer. On ne sortira pas en dehors de la réalité, monsieur le Président: nous ne pouvons plus nous payer ce que nous nous sommes payé depuis 10 ans en termes de subventions à la société VIA Rail.

[Traduction]

VIA RAIL—LA SUPPRESSION POSSIBLE DU SERVICE

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. On nous a annoncé la semaine dernière des coupures des 500 millions de dollars environ dans les subventions à VIA Rail pour les cinq années qui viennent. Ce matin, le ministre des Transports a saqué le P.D.G. de VIA Rail parce que ce dernier est convaincu que ces coupures sont incompatibles avec le maintien par VIA Rail d'un service voyageurs au pays.

Des voix: Quelle honte!

M. Tobin: Je poserai au ministre des Transports une question simple et directe. Le ministre des Transports est-il disposé à jouer franc jeu avec la population du Canada aujourd'hui en reconnaissant que la raison pour laquelle il a licencié le P.D.G. de VIA Rail, c'est que le gouvernement du Canada a décidé de mettre fin à toutes les activités de cette société au pays?

Des voix: Bravo!

M. Tobin: Le gouvernement du Canada n'a pas le courage de dire les choses franchement. Voilà pourquoi le président est parti parce que ces coupures ne permettront pas d'assurer le transport ferroviaire des voyageurs au Canada.

Des voix: Bravo!

Questions orales

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je n'ai pas l'intention de tambouriner sur mon pupitre car ce n'est pas la façon de convaincre les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Bouchard (Roberval): M. de Belleval a convenu avec nous d'expliquer son départ par le fait que nous avons confié une nouvelle mission à VIA Rail, mission qui n'est pas celle qu'il avait exposée aux Canadiens au cours des trois derniers mois.

J'ai rencontré M. de Belleval ce matin et je pense qu'il comprend notre position. Vous aurez beau brailler et crier et dire ce que vous voudrez, vous ne changerez rien à la situation véritable des finances du pays dont vous êtes responsable.

Des voix: Oh, oh!

M. Tobin: Le ministre aura beau faire des pirouettes tant qu'il voudra, il ne parviendra pas à dissimuler l'hypocrisie de la réponse qu'il vient de faire à la Chambre des communes.

Des voix: Bravo!

M. Tobin: C'est manquer de courage que de fuir la vérité en reculant comme un crabe.

LE SERVICE VOYAGEURS—LA PRISE EN CHARGE PAR LES PROVINCES ET LES MUNICIPALITÉS

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Je voudrais demander au ministre des Transports comment les Canadiens pourront s'empêcher de conclure que malgré toutes les promesses qu'il avait faites pendant la campagne électorale et depuis une douzaine d'années, le gouvernement abandonne VIA Rail, quand nous entendons le ministre des Finances du pays propager l'idée dans les journaux canadiens que c'est aux provinces et aux municipalités qu'il revient d'assurer le transport des voyageurs par chemin de fer au Canada?

Des voix: Quelle honte!

M. Tobin: Je demande à nouveau au ministre pourquoi il ne joue pas franc jeu? Pourquoi M. de Belleval est-il saqué alors que M. Hanigan, ancien candidat conservateur, reste comme président du conseil d'administration de VIA Rail?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, je répète en français ce que j'ai dit en anglais. M. de Belleval et moi-même avons convenu conjointement qu'il était préférable, dans le contexte des positions qu'il avait prises, de démissionner de sa position, et c'est ce qu'il a fait. Le député a déjà décidé des options que la société VIA Rail va proposer au gouverne-